

Jean-Pierre Vettovaglia¹

Ministre plénipotentiaire à New York et à Genève,
Ambassadeur à Vienne, Bucarest et Paris



LES SANCTIONS COERCITIVES ET UNILATÉRALES CONTRE L'ORDRE INTERNATIONAL : NOUVEAUX TYPES DE SANCTIONS 2022

Dans cet article seront analysées les principales sanctions illégales appliquées par les États-Unis et l'Union européenne qui toutes s'avèrent suicidaires pour l'Europe et dont les conséquences sur le vaste monde sont loin d'être anodines. Elles sont traitées en quatre catégories dont les sanctions énergétiques suicidaires pour l'Europe, celles qui impactent toute la planète (céréales, engrais et marchés financiers), celles contre son propre camp (Nord Stream 1 et 2) ainsi que les sanctions assimilées à un vol (saisies des avoirs russes). Des commentaires généraux de géopolitique concluent l'article sur le monde qui nous attend.

Mots clés : Allemagne, Chine, Dommages collatéraux, Droit du plus fort, États-Unis, Gaz naturel liquéfié (GNL), Guerre en Ukraine, Inflation, Inde, Nations Unies, OTAN, Récession, Sanctions (inadéquation, inefficacité), Union européenne.

The main US and EU sanctions are analyzed in order to demonstrate their suicidal aspects for Europe as well as their consequences for the whole world. They are split in four categories: the suicidal sanctions relative to Russian gas and oil; those that impact the world at large (cereals, fertilizers, financial markets); those against own western allies (Nord Stream 1 and 2) and those assimilated to plain robbery (assets seized from Russian Central Bank). Geopolitical comments conclude the article on the impact of sanctions on the world to come.

Key words: China, Collateral damage, European Union, Germany, Inflation, India, Law of the strongest, Liquefied Natural Gas (LNG), NATO, Recession, Sanctions (inadequate, ineffective), United Nations, USA, War in Ukraine.

1. Jean-Pierre Vettovaglia a également été représentant personnel du Président de la Confédération suisse auprès de la Francophonie de 2000 à 2007. Médiateur (RDC, Mauritanie), observateur électoral, il a dirigé la collection « Prévention des crises et promotion de la paix » (Bruylant, Bruxelles). Il a reçu le Prix spécial Turgot en 2014 pour l'ensemble de cette œuvre. Il est actuellement administrateur d'une banque de trading BIC BRED (Suisse) SA à Genève.

Le chaos du monde ne naît pas de l'âme des peuples, des races ou des religions, mais de l'insatiable appétit des puissants...

Les seules sanctions légales du point de vue du droit international public sont celles du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Ce n'est pas le cas des sanctions décidées présentement par les États-Unis et l'UE dans le cadre de la guerre en Ukraine qui sont unilatérales et reflètent un rapport de force fait de vitupérations enflammées antirusses.

Ce type de sanctions est progressivement devenu l'instrument de coercition le plus souvent utilisé depuis la fin de la guerre froide dans notre nouvel ordre mondial sous l'égide de l'hyperpuissance étatsunienne. C'est tout simplement le droit du plus fort, une pollution du droit international public. Des dix pays les plus peuplés de la Terre, un seul applique les sanctions contre la Russie : les États-Unis. Rappelons que ce n'est pas le cas de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, du Pakistan, du Bangladesh, du Nigeria, de l'Afrique du Sud, du Brésil et du Mexique, soit une nette majorité de la population mondiale.

Les sanctions contre la Russie sont les plus sévères jamais décrétées dans l'histoire récente et constituent un embargo de fait, une vraie guerre économique totale et radicale.

Bref commentaire sur les sanctions

Il a fallu, dans le passé, faire bien souvent le constat tragique de l'inadéquation des sanctions internationales et de leur peu d'efficacité.

Faire souffrir une population, par exemple, a souvent renforcé l'unité du pays autour de ses dirigeants, au contraire de ce qui était espéré. Tout porte à croire que c'est déjà le cas en Russie², malgré les « belles âmes occidentales » qui prétendent le contraire au contact des éléments les plus libéraux et des opposants sur place.

Aujourd'hui les sanctions viennent directement des enfers (« *sanctions from hell* », disent les Américains), ou on les présente comme « apocalyptiques »... (toujours les Américains). Il s'agit de créer une situation intenable, une véritable souffrance pour les populations civiles afin qu'elles se rebellent contre leur gouvernement voire le renversent.³

2. K. Kirkham, *The political economy of sanctions resilience and transformation in Russia and Iran*, Cham, Springer, 2022.

3. V. Jacques Baud, *Opération Z*, Max Milo, Paris, 2022, 380 p. Les sanctions peuvent être meurtrières, elles ont tué près de 500.000 enfants en Irak entre 1990 et 1998 (chiffres de l'UNICEF). Pour Madeleine

Le Président Wilson ne disait pas autre chose en 1919 :

« *A nation that is boycotted is a nation that is in sight of surrender. Apply this economic, peaceful, silent, deadly remedy and there will be no need for force. It is a terrible remedy. It does not cost a life outside the nation boycotted, but it brings pressure upon a nation which, in my judgement, no modern nation can resist* ».

Le Pape Jean-Paul II dans son message au corps diplomatique à Rome en 1995 est considérablement plus proche de la réalité et du bon sens :

« Avant d'imposer de telles mesures, il est toujours impératif de prévoir les conséquences humanitaires des sanctions, en tenant compte de la proportionnalité de cette décision eu égard au mal qu'elle vise à remédier. »

Leur mise en œuvre soulève de graves problèmes en termes de dommages collatéraux. Les États-Unis en particulier, et l'Union européenne d'ailleurs, n'ont pas l'habitude de procéder à des études d'impact de leurs propres décisions. Depuis la fin de la Guerre froide, l'ONU et les États-Unis ont trente ans d'expériences avec les sanctions, mais aucune étude majeure n'a été consacrée à ce jour à leur impact et à leur efficacité. Tout ce que l'on sait est que l'effectivité des sanctions est très relative même si les sanctions permettent des effets de manche spectaculaires cachant une non immixtion au plan militaire.

Les efforts visant à imposer ou modifier un comportement par la contrainte de sanctions sont les moins efficaces avec un taux de succès très peu élevé, selon la littérature disponible sur le sujet.⁴ Les sanctions les plus sévères se révèlent les moins efficaces... Mais qui veut le savoir puisqu'elles donnent l'illusion de « taper fort » ?

Diverses études récentes, comme celles de la « Brown University » justement, démontrent que les conséquences inattendues des sanctions devraient être un vrai remède contre leur imposition.

Albright, « le prix en valait la peine », émission « *Sixty Minutes* », CBS. Mike Pompeo ne fait pas mieux en novembre 2018 lorsqu'il déclare que le gouvernement iranien devra faire le bon choix en matière de sanctions américaines « s'il veut que son peuple mange »... Pour les États-Unis, l'idée de faire souffrir une population civile est compatible avec les valeurs de la grande nation. On reste sidéré.

4. Cf. Watson Institute for international studies, Brown University, États-Unis, à l'origine du « Targeted Sanctions Consortium (TSC) », qui a conduit pendant plusieurs années (depuis 2009) une étude, précisément sur l'impact et l'efficacité des sanctions, avec pas moins de 28 universitaires/chercheurs et de 20 praticiens. J'en avais révélé les premiers résultats lors d'une conférence à la FACO à Paris avant de les publier dans ma trilogie sur la *Prévention des crises et promotion de la paix*, Bruxelles, Bruylant.

Mais lorsque l'on décide de sanctions, quelles qu'elles soient, il vaudrait mieux penser à leurs conséquences possibles. Ceux qui les proposent et ceux qui les votent, le cas échéant, ne sont pas en mesure de mesurer l'impact de leurs décisions, n'en ont pas conscience ou ne veulent pas en savoir plus. La rationalité des sanctions est, au fond, inexistante. Le cas de l'Ukraine en est une bien triste illustration.

Il y a pire : plusieurs sanctions parmi les huit trains de sanctions appliqués à la Russie (plus de 1 200) dans la crise ukrainienne sont « uniques » parce que totalement contreproductives.

Nouveaux types de sanctions

Les sanctions énergétiques sont suicidaires pour l'Union européenne elle-même

Les apparences étaient trompeuses : en privant la Russie de tout ou partie de ses revenus gaziers et pétroliers provenant de ses ventes à l'Europe, l'on réduirait d'autant ses possibilités financières⁵. Elle serait alors affaiblie et moins encline à continuer sa guerre à l'Ukraine.

Le résultat est tout autre : le rouble n'a jamais été aussi fort par rapport au dollar, la Russie a trouvé des débouchés alternatifs (Chine, Inde), les prix ont monté et le produit des ventes permet de gagner plus en vendant moins. Quant à l'Union européenne, elle a perdu environ 40 % de ses ressources énergétiques et fait face à bien des problèmes de chaînes d'approvisionnement pour y pallier.

Les premiers effets à se faire sentir n'ont pas concerné la Russie, mais bien l'Europe occidentale où une hausse très sensible des prix du pétrole et du gaz surtout pose de très sérieux problèmes aux gouvernements, aux entreprises et aux ménages les plus modestes. L'impact de ces hausses de prix va rapidement entraîner une inflation à deux chiffres désormais en croissance rapide. De plus en plus d'usines sont à l'arrêt par manque de matières premières et /ou un prix du gaz et de l'électricité prohibitif. La récession va s'installer en Europe pour plusieurs années. L'agitation civile est assurée. C'est l'arroseur arrosé. Ce que Jacques Baud appelle « une stratégie imbécile, décidée par des imbéciles »⁶.

5. Visiblement les Occidentaux ignorent le fait que les produits pétroliers n'entrent que pour 15 % dans le PIB russe et les services 63 %. La Russie est largement autosuffisante en matière de ressources naturelles et de défense.

6. Vt. Jacques Baud, *op. cit.*

La faiblesse du raisonnement occidental est qu'il repose sur le postulat que la Russie a plus besoin de l'Europe que l'inverse. Pourtant, c'est bien l'Europe qui dépend des matières premières que fournit la Russie. Les Européens ont ignoré la réalité des faits. C'est enfantin : en parlant de l'Europe, un journaliste américain évoque des « *selfbankrupting countries on a suicidal course* ». Comme le dit Anatol Lieven : « la conduite de la guerre des États-Unis contre le terrorisme ressemble à une apothéose baroque de la stupidité politique »⁷. Cette dernière vient de s'appliquer à la guerre en Ukraine.

L'Union européenne et l'Europe occidentale en général n'ont guère anticipé ce retour de flamme et se retrouvent le bec dans l'eau avec le sentiment d'avoir raté quelque chose.

La flambée des prix de l'énergie a permis de mettre le doigt sur la dépendance européenne aux énergies fossiles. Un facteur que, par paresse et commodité, l'Europe n'avait pas du tout anticipé. Les sanctions ne font jamais l'objet d'une étude d'impact. En attendant, la Russie a encaissé en juin 2022 un revenu supplémentaire de 6,4 milliards de dollars pour des quantités moindre de pétrole vendues à des prix plus élevés. Une multiplication des revenus pétroliers presque biblique. Les Européens ont oublié que le pétrole et le gaz sont des marchés très dynamiques et ce qui ne va pas vers l'Europe trouve rapidement preneur ailleurs. Si l'ensemble de la planète n'applique pas les sanctions occidentales, ces dernières n'ont plus aucun sens.

« Sans gaz russe, nous entrerions dans un scénario de l'extrême ». Ces mots sont ceux de Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie, dans un entretien le lundi 7 mars par *Les Échos*. Il n'y a aucune chance en effet que l'UE puisse acquérir suffisamment de ressources énergétiques alternatives pour fournir chauffage et électricité sur le court et moyen terme. Le vrai problème est la question de l'offre disponible qui n'est pas prise en compte.

Le vide laissé par le gaz et le pétrole russes ne pourra pas être rapidement comblé. Pour arriver aux utilisateurs, le GNL nécessite des installations de liquéfaction, un transport par bateaux spéciaux et des installations de regazéification. Ces infrastructures sont aussi rares que coûteuses. Elles n'existent pas en Allemagne. Avant l'été, la demande européenne de gaz était de 400 milliards de m³, dont 80 milliards de m³ sous forme de GNL. Remplacer tout le gaz russe par du GNL

7. Anatol Lieven, *America right or wrong*, 2004 (trad. française *Le nouveau nationalisme américain*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2005).

américain serait non seulement quatre fois plus onéreux mais nécessiterait des importations de GNL de plus de 30 milliards de m³ par mois. Or, les États-Unis et le Qatar ne peuvent en couvrir actuellement que 7 milliards de m³ par mois, le reste de leur production allant ailleurs dans le monde. On frémit devant le désastre annoncé. Augmenter par ailleurs les capacités de production et de commercialisation du GNL se chiffrerait en dizaines de milliards de dollars. Les alternatives d'approvisionnement de l'Europe sont comme on le voit excessivement fragiles.

Mais aucun membre d'aucun gouvernement de l'UE, ni aucun organe de presse « *mainstream* », n'a reconnu cette évidence à ce jour. Tout ce qui arrive est contenu dans une formule plus vague : c'est la faute à la guerre en Ukraine. Mais l'on a tendu le bâton pour se faire battre.

Et le Président de l'Assemblée nationale française de déclarer ce printemps 2022 que les sanctions sont faites pour avoir un impact sur la Russie mais pas sur la France et les Français. Il vient seulement de s'apercevoir que les sanctions sont parfois suicidaires. C'est d'autant moins pardonnable que le continent est toujours hanté par les crises gazières de 2006 et 2009, lorsqu'il a souffert de ruptures d'approvisionnement en provenance de Russie. Par ailleurs, Bruno Le Maire n'est jamais revenu sur son abominable déclaration, indigne d'un Ministre de la République et de tout homme honorable, selon laquelle il déclarait vouloir « que le peuple russe souffre ».

La Russie représente 11 % des exportations mondiales de pétrole juste après l'Arabie saoudite, soit environ 10,5 millions de barils par jour. Elle est le premier exportateur mondial de gaz avec 20 % des exportations mondiales.

L'Europe dépend de la Russie pour 27 % de ses importations de pétrole brut, 47 % de ses importations de charbon et 41 % de ses importations de gaz.

Couper l'approvisionnement en gaz de l'Allemagne constitue de fait un coup de massue énorme pour le pays : sur les 93 milliards de mètres cubes que l'Allemagne a consommés en 2021, 60 milliards ont été acheminés via le gazoduc Nord Stream 1, aujourd'hui détruit sur près de 250 mètres (vr. supra). Les embargos sur le pétrole russe des 5 décembre 2022 et sur les produits pétroliers russes du 5 février 2023 mettront l'Europe au pied du mur. Elle verra alors qu'elle a fabriqué elle-même la corde pour se pendre.

Au-delà du gaz et du pétrole, n'oublions pas que la Russie est la source de très nombreux matériaux stratégiques : palladium, néon, scandium, titane, engrais, or,

platine, nickel, aluminium, charbon, acier, cobalt, cuivre, uranium (46 % du marché mondial des capacités d'enrichissement d'uranium 235). Son importance sur le marché mondial des matériaux stratégiques est sans pareille. Comment ne pas le voir ? Être un Président ou un Sénateur américain ?⁸

Les effets des sanctions contre la Russie n'ont pas pu être contenus ou limités à ce seul pays mais affectent le monde entier : une histoire d'apprentis sorciers

Le prix des céréales et des engrais

La flambée du prix des céréales et des engrais tient au fait que l'Ukraine et la Russie fournissent un tiers des exportations mondiales de blé et sont de plus deux poids lourds en matière de maïs et d'huile de tournesol. Les sanctions ont fait exploser les prix des produits agricoles.

La communauté internationale s'alarme et s'inquiète des répercussions pour l'alimentation en Europe et en Afrique. La Russie joue aussi un rôle clé en matière de fourniture d'engrais azotés et de nitrate d'ammonium. L'agriculture européenne sera durement touchée par la baisse de l'approvisionnement en énergie et en engrais.

L'Afrique du Nord et le Proche-Orient sont en première ligne, représentant un tiers des achats de blé mondiaux. Suite à la sécheresse en Chine, cette dernière a dû doubler l'année dernière ses importations de blé et de maïs. L'Égypte, premier importateur mondial, se fournit à 90 % au bord de la Mer Noire. Partout la hausse des cours devient un handicap majeur. La Tunisie et le Liban sont aussi dans une situation critique. L'inflation générale des prix alimentaires, mais aussi des transports et de l'énergie sans compter la sécheresse et le dérèglement climatique, l'explosion démographique et la pandémie laissent prévoir de graves troubles politiques et sociaux qui peuvent aller jusqu'aux émeutes de la faim de 2008/2009 et des soulèvements populaires de 2010/2011. La situation s'annonce lourde de conséquences sur les plans économique, social et politique dans les pays émergents très dépendants des importations de blé : l'Égypte, le Maroc et le Liban sont déjà au bord de la rupture de stocks.

8. Le Président Joe (Joseph) Biden a déclaré publiquement en juillet 2021 que la Russie « *was sitting on top of an economy that has nuclear weapons and oil wells and nothing else* ». Le Sénateur John McCain avait fait plus court en 2014 en parlant de la Russie comme d'une « *gas station masquerading as a country* ». La même année, Barack Obama écartait la Russie comme un « simple pouvoir régional ». C'est que le manque de culture politique et de compréhension pour des sociétés différentes confine aux États-Unis à une profonde indifférence, proche du mépris.

L'Afrique en particulier sera très profondément déstabilisée sur le plan alimentaire, annonce le Président Macron. Le FMI vient d'attirer lui aussi l'attention sur la très grande vulnérabilité de l'Afrique. Washington et Bruxelles n'y auraient-ils pas pensé ou l'extrême russophobie poussée jusqu'à l'excès occulte tout le reste ?

En France, les agriculteurs et les éleveurs, les pêcheurs et les transporteurs subissent une inflation sévère de leurs coûts de production. Le blé a passé de 107 euros la tonne en 2005 à plus de 360 euros en mars 2022. La céréale la plus échangée dans le monde a vu son cours plus que doubler en un an. Celui du maïs de 75 % en un an.

La tension est ainsi ravivée en aval entre industriels de l'agroalimentaire et la grande distribution, sans parler des agriculteurs eux-mêmes. Les hausses de prix inévitables vont finir par peser sur le pouvoir d'achat des particuliers.

Gare aux restrictions des exportations sur l'Afrique et aux comportements spéculatifs des marchés : l'insécurité alimentaire en Afrique déjà aggravée par la pandémie pourrait toucher des dizaines de millions de personnes.

Poussée par la réalité des faits, l'UE a dû reconnaître que les difficultés d'approvisionnement en céréales et engrais venaient effectivement des sanctions. C'est pourquoi, très discrètement, le 22 juillet 2022 à Istanbul, deux mémorandums amendent les sanctions contre les banques russes pour faciliter le commerce alimentaire (exportations de céréales et d'engrais).

L'UE a ainsi pour une fois reconnu que ses sanctions étaient inadaptées et mal réfléchies.

Les sanctions ont provoqué un véritable tsunami sur les marchés financiers

Tout d'abord l'ensemble des bourses mondiales est à la baisse, effaçant une année de hausse. Ces périodes d'extrêmes tensions montrent que la nervosité est à son comble. Les investisseurs sont à cran et l'indice de volatilité des marchés européens est très élevé. Les règles du jeu sont totalement bouleversées.

Avec l'envolée des prix de l'énergie (pétrole, gaz, électricité) et des matières premières, les marchés sont confrontés à de nouveaux paradigmes. Nous allons devoir faire face à la fois à une hausse des prix et une période de faible croissance économique, c'est-à-dire à la stagflation tant redoutée. Avec des mises à pied, des arrêts ou des pauses dans la production, le nombre de chômeurs va augmenter. L'économie mondiale va se retrouver en phase de décélération. Le ralentissement promet d'être

brutal par rapport aux prévisions de croissance. Des points de PIB vont vraisemblablement se perdre.

L'inflation sera plus haute que prévu et surtout plus résistante. Partout les banques et entreprises vont réduire le niveau des risques. L'euro est délaissé au profit du dollar et du yen. Le dollar s'est apprécié de 10 % face à l'euro depuis le début de la guerre. Corolaire : l'or brille de mille feux.

Le cours de nombreuses matières premières produites ou extraites en Russie (palladium et nickel – 1^{er} exportateur mondial – titane, aluminium, charbon, uranium, etc.) se sont enflammés. Qui seront les gagnants : les groupes pétroliers et les entreprises énergétiques qui ont sur leurs marchés le contrôle des prix de vente. Les perdants seront toujours les mêmes : les classes moyennes en voie d'appauvrissement rapide.

Les États-Unis et les pays de l'UE ont adopté de nouvelles sanctions contre Moscou consistant notamment à exclure de nombreuses banques russes de la plateforme interbancaire *Swift*, rouage essentiel de la finance mondiale. De plus, ils ont paralysé les actifs de la Banque centrale russe, une grande première.

Couper la Russie du réseau de messagerie bancaire et financière *Swift*, ce rouage discret mais essentiel des échanges bancaires internationaux, c'est interdire notamment le transit des ordres de paiement entre banques, les ordres de transferts de fonds de la clientèle des banques, les ordres d'achat et de vente de valeurs mobilières. Une mesure souvent qualifiée d'« arme nucléaire économique » au regard de l'ampleur de son impact sur les relations économiques du pays puni avec le reste du monde. Ce le serait pour la France ou la Suisse, mais la Russie commence à disposer de son propre système CIPS en roubles et du système chinois en yuan

Les sanctions directes contre son propre camp (une première mondiale) ou le droit international jeté aux oubliettes.

Dans un éditorial récent pour *Q Magazine* (mensuel roumain)⁹, je démontrerais qu'une alliance militaire comme l'OTAN pouvait cacher des intérêts économiques primordiaux et contradictoires au sein de ses membres. Ils peuvent impliquer l'utilisation de la violence, de la contrainte et des moyens déloyaux ou illégaux. Et même des actes de guerre susceptible de déclencher une troisième guerre mondiale.

9. J.-P. Vettovaglia, « Alliance militaire et guerre économique. Une histoire de vassalité et de « business », *Q Magazine*, mensuel roumain, novembre 2022.

L'opération intra-otanienne anglo-saxonne, menée par des drones sous-marins britanniques avec la complicité de la Suède et du Danemark, visant à la mise hors service des quatre oléoducs Nord Stream 1 et Nord Stream 2 a pour principale conséquence de mettre l'économie du plus important membre européen de l'OTAN, soit l'Allemagne, à genoux et pour longtemps. Si prétexte officieux il fallait trouver, ce serait sans doute la nécessité stratégique d'empêcher la Russie d'exporter en Europe son gaz et son pétrole, un rêve de toujours pour Washington. L'alliance commerciale Allemagne-Russie-Chine qui se dessinait (gaz et pétrole russes bon marché et routes de la soie chinoise) représentait pour la suprématie américaine le cauchemar le plus total et absolu. Cinq compagnies européennes y auront perdu près de 1 milliard d'euros chacune (Engie (France), Uniper, Wintershall (Allemagne), Shell (GB/PB) et OMV(Autriche)).

Selon Zoltan Posnar, célèbre analyste du Crédit Suisse, 20 milliards de gaz russe (en valeur) permettaient la transformation de biens manufacturés à hauteur de 2 000 milliards. Un effet levier d'un facteur 100 ! Il est facile de voir que dans un monde rationnel, la Russie aurait gardé ses partenaires européens et les Européens auraient conservé le moteur de leur prospérité, soit le gaz russe bon marché. La crise énergétique creuse le fossé économique entre l'Europe et les États-Unis.

Que l'OTAN n'ait pas hésité à se rendre coupable d'un acte de guerre à l'encontre de son meilleur allié, l'Allemagne, permet de parler d'un acte de gangstérisme international caractéristique du gendarme mondial. Nulle surprise par ailleurs : toutes les informations concernant cette dramatique affaire sont classées « secret d'État » (vr. la réponse du gouvernement allemand à la question d'un député au Parlement ainsi que la rapidité de celle du gouvernement suédois après la récupération du quatrième drone non explosé). Le plus extraordinaire : aucun média « *mainstream* » n'a osé en parler ouvertement. De toute évidence, le courage ne fait plus partie des vertus des politiciens et des journalistes d'aujourd'hui. Et Jonathan Cook de se demander : « *Can Europe afford to turn a blind eye to evidence of a US role in pipeline blasts?* », (*Mint Press*)¹⁰. Il répond lui-même à la question : « *The US is willing to turn the whole of Europe into a battlefield and bully, betray and potentially sacrifice the continent's population as cruelly as it has traditionally treated weak allies in the Global South* ». L'avertissement est clair : l'Europe ne devrait pas considérer une politique étrangère indépendante de celle de l'Allié américain. Ou pire, défier celle-ci. L'attaque sur les gazoducs indique que les Américains n'attendent rien d'autre des Européens qu'une fidélité sans faille.

10. <https://www.jonathan-cook.net/blog/2022-10-06/europe-us-role-pipeline-blasts>

Le plan Marshall est oublié : l'administration Biden n'offre plus de carottes juteuses mais bien des coups de bâtons aux Européens les conduisant vers la récession, des dettes astronomiques et une dépendance de l'énergie américaine.

Le Ministre français de l'économie Bruno le Maire a fait une déclaration devant l'Assemblée nationale parlementaire, en octobre 2022, passée relativement inaperçue, dans laquelle il disait notamment que les États-Unis ne devraient pas être autorisés à dominer le marché mondial de l'énergie alors que l'Europe souffre des conséquences du conflit en Ukraine. Il ajoutait que le conflit en Ukraine ne devait pas aboutir à une nouvelle domination économique américaine et à un affaiblissement de l'Union européenne. Réveil tardif : il aurait fallu y penser avant de se jeter tête baissée dans la mêlée. Précédemment, il avait en effet affirmé très militairement au printemps 2022 que la France était en « guerre économique » contre la Russie. Innocence avérée ou niaiserie de sa part, il ajoutait : « l'affaiblissement économique de l'Europe n'est dans l'intérêt de personne ». Il se trompe. Joe (Joseph) Biden l'avait pourtant dit expressément : « *If Russia invades... there will be no longer a Nord Stream 2, I promise you, we will be able to do it* ». Le crime est donc signé. Blinken parle sans aucune gêne de « *tremendous strategic opportunity to remove Europe's dependency on Russian energy* » (conférence de presse avec le ministre Canadien des Affaires étrangères, Mélanie Joly). Quant à sa prétention de remplacer le gaz et le pétrole russes perdus par l'Europe (par faute de l'agression russe en Ukraine évidemment) par le GNL américain, toute personne familière avec le sujet sait que c'est impossible pratiquement, comme expliqué plus haut.

Victoria Nuland, dans toutes les mémoires depuis son rôle dans la révolution du Maïdan en 2014, avait proféré les mêmes menaces que son Président. Condoleezza Rice, en 2014 également, avait déclaré à la télévision allemande : « *You, Germany, want to depend more on the North American energy platform, the tremendous bounty of oil and gas that we are finding in North America. You want to have pipelines that don't go through Ukraine and Russia* ».

On a oublié que Ronald Reagan en janvier 1982 avait approuvé un plan de la CIA pour saboter les gazoducs en Russie.¹¹ Le logiciel de gestion d'une turbine du gazoduc Brastvo (Fraternité) avait ainsi été modifié pour provoquer une surchauffe et une explosion. Rien de neuf sous le soleil de Camelot.

11. Cf. R. Kupchinsky, « Analysis : The Recurring Fear of Russian Gas Dependency », *Radio free Europe/Radio Liberty*, 11 mai 2006.

Sauvant l'honneur américain, Jeffrey Sachs, l'économiste bien connu, accuse directement son propre pays de la pleine et entière responsabilité de cet acte de vandalisme (*Bloomberg TV*) au début du mois d'octobre 2022. Au grand dam du journaliste étranglé d'indignation qui le prie de se taire en hurlant : « cela suffit, cela suffit » (retransmis sur *You Tube*). Un grand moment de télévision.

Nul autre que Brezinski, conseiller à la sécurité nationale du Président Carter et grand théoricien de la politique étrangère américaine, n'aura sans doute plus clairement énoncé l'enjeu que représente l'Europe pour les États-Unis dans sa quête de domination mondiale : « L'Europe deviendrait, à terme selon lui, un des piliers vitaux d'une grande structure de sécurité et de coopération, placée sous l'égide américaine et s'étendant sur toute l'Eurasie. Surtout, l'Europe est la tête de pont géostratégique fondamentale de l'Amérique. Pour l'Amérique, les enjeux géostratégiques sur le continent eurasiatique sont énormes [...] L'Eurasie reste l'échiquier sur lequel se déroule la lutte pour la primauté mondiale ».¹²

Le vol caractérisé des biens d'autrui comme nouvelle forme de sanctions

Ursula von der Leyen, la Présidente non élue de la Commission européenne, n'est jamais à court d'idées pour illustrer ses cris de « Vive l'Ukraine » qui ponctuent hypocritement ses discours. Mais elle va beaucoup trop loin et se transforme en voleuse de droit commun et de grand chemin. Elle vient en effet de proposer à la fin d'octobre 2022 la confiscation des biens russes en Europe (« *Russian assets* ») et non plus le seul gel des avoirs russes. Elle parle sans doute des dépôts de la Banque centrale russe. Elle reconnaît que ce n'est pas « trivial » sur le plan juridique mais que l'UE y travaille. « *The EU's goal is not to freeze but to confiscate Russian assets in Europe* » pour les redistribuer à l'Ukraine. Le droit international a disparu du Bâtiment Berlaymont remplacé par les règles propres de l'UE, comme à Washington. D'où vient d'ailleurs un précédent : celui de la saisie illégale des 7 milliards de la Banque centrale d'Afghanistan par le gouvernement de Joe (Joseph) Biden qui veut que la moitié de cette somme soit réservée pour les demandes d'indemnisation faites par les familles de victimes des attentats du 11 septembre 2001. Affaire à suivre. On peut tout aussi bien rappeler que Kissinger demandait : « L'Europe, quel numéro de téléphone ? ». Aujourd'hui, les États-Unis le savent : c'est celui d'Ursula von der Leyen, leur meilleure amie sur le continent.

12. cf. Z. Brzezinski, *The Grand Chessboard : American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, New York, Basic Books, 1997 (trad. *Le Grand Échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard, 1997).

Commentaires généraux en guise de conclusion

Les sanctions sont vouées à l'échec

Le Kremlin peut compter le cas échéant sur l'endurance des Russes face aux difficultés économiques. Elles seront d'ailleurs, paradoxalement, toujours moindres que celles frappant les Européens en termes d'inflation, de chômage (à son plus bas niveau historique en Russie) et de baisse du PIB. Le seuil de résistance n'est pas le même. La Russie n'est pas livrée au chaos comme se l'imaginaient les stratèges de Washington (le salaire médian est reparti à la hausse depuis ce printemps). La belle unanimité européenne ne résistera pas en particulier devant la baisse du pouvoir d'achat. Le front uni européen est d'ailleurs déjà en train de s'effriter et l'option jusqu'aboutiste des Américains est déjà, ici et là, mise en doute outre-Atlantique.

Il faut cependant ne pas oublier que pour les néo-conservateurs fidèles à Léo Strauss, il y a « nous et les autres », le « bien et le mal ». Leur message est simple et n'a jamais varié : « *Never slip, block any rival from emerging, do whatever it takes* »¹³. Cette doctrine a été formalisée dans le très officiel *Defence Planning Document* de 1992 par Paul Wolfowitz et se résume ainsi : « *destroy any emergent rivals before they destroy you* ».

Les sanctions occidentales (et les livraisons d'armes à l'Ukraine) ont eu un formidable effet « drapeau » qui a fait refluer le mouvement antiguerre en Russie. Le Centre Levada de Moscou, considéré comme agent de l'étranger par les autorités russes, place à 83 % le taux de popularité de Vladimir Poutine en juin 2022, en hausse depuis les 65 % de décembre 2021. Comme le constate Sylvie Bermann, ancien Ambassadeur de France en Russie sur BFMTV « 82 % de la population mondiale refuse de condamner Vladimir Poutine ». Ainsi la communauté internationale qui applique les sanctions contre la Russie se limite aux seuls pays occidentaux.

Les sanctions auront persuadé une bonne partie de l'opinion publique en Russie que ce sont les États-Unis qui sont prêts à tout pour affaiblir le pays. Ils estiment que l'OTAN est pleinement responsable de la situation actuelle. L'hostilité des Occidentaux en général et la phobie antirusse sans limite des Européens en particulier ont incité les plus hésitants à se solidariser avec les décisions de Vladimir Poutine.¹⁴

13. A. Crook, « *Europe's Eerie Silence. The Curious Case of the Dog that Did Not Bark* », *Strategic Culture Foundation*, 10 octobre 2022. Tiré de Sir A. Conan Doyle qui fait dire à Holmes : « *Curious! the fact that the dog did not bark when you would expect it to do so!* ».

14. Vt. C. Trontin « En Russie, le mot « guerre » n'est plus tabou », *Monde Diplomatique*, octobre 2022.

Comme on le sait, les sanctions peuvent être une chance économique pour le pays, devenu déjà autosuffisant en matière alimentaire. La Russie est partie à l'assaut de nouveaux marchés, en Chine, en Inde, au Moyen-Orient. Les sanctions sont une incitation à développer certains secteurs stratégiques de l'économie nationale. Elles poussent à une dédollarisation de l'économie et des échanges¹⁵ ainsi qu'à la mise sur pied de réseaux propres de paiement *Swift* et de cartes de paiements.

Effectivement sous sanctions depuis 2014, la Russie en a profité pour développer une base industrielle pour des produits de consommation qu'elle n'avait pas et a ainsi développé une capacité autochtone dans de nombreux domaines. Elle a réduit sa dépendance aux capitaux étrangers. Le rouble tient le haut du pavé et contrairement aux pays occidentaux qui élèvent leur taux d'intérêt directeur, les Russes baissent les leurs !

Au lieu du chaos financier annoncé, l'échec des sanctions est patent : les embargos successifs ont provoqué l'explosion des cours des hydrocarbures et rempli comme jamais les caisses de l'État russe. « À toute chose, malheur est bon. » Bloomberg qualifie en mai 2022 le Rouble comme « devise de l'année »¹⁶.

La logique qui prévaut pour l'adoption de sanctions contre la Russie semble donc défer tout bon sens, d'autant que la grande majorité de la planète n'est pas concernée et, surtout, ne les applique pas. Par leur politique de sanctions, les Européens ont voulu marquer des points contre la Russie. À aucun moment, l'UE ne s'est impliquée dans un processus diplomatique. Dès les premiers jours du conflit, elle s'est engagée à alimenter l'Ukraine avec des armes. Aujourd'hui son échec est patent sur tous les plans. Il est révélateur de la faiblesse des Européens.

Les sanctions provoquent une rupture mondiale

Les abstentions des grands pays du tiers monde à New York est un signe que le « *Global South* » ne veut pas être associé à un monde hégémonique américain qui continue à vouloir s'imposer, surtout après l'avoir complètement négligé lors de la crise du Covid. L'Afrique souligne en particulier que la guerre en Ukraine n'implique qu'une petite minorité de l'humanité. Cette dernière ne montre en

15. L'Arabie saoudite vient de signer (automne 2022) un accord très conséquent avec la Chine en renminbi ce qui équivaut à un sacré coup de couteau dans ses relations avec Washington. Une grande première mondiale et une véritable bombe dans le monde des hydrocarbures et du pétrodollar dont la disparition progressive est synonyme d'effondrement pour l'économie américaine.

16. Davison Santana, « Rouble Surpasse Brazil's Real as Year's Best-Performing currency », Bloomberg, 11 mai 2022. De 80 roubles par dollar avant l'opération en Ukraine contre 59 en juillet 2022.

particulier aucun enthousiasme à être impliquée dans les querelles de l'Occident (« *The West* »). Le nouvel ordre mondial hégémonique américain ne représente pas, et de loin, ses intérêts véritables. L'Afrique ne considère pas que l'ordre international libéral d'après la guerre froide est à son avantage. Elle sait que lorsque les éléphants se battent, l'herbe ne repousse pas. L'idée est que l'herbe verte poussera dans d'autres parties du monde et que le Phoenix qui surgira des cendres de l'Ukraine et du chaos économique mondial en train de survenir ne sera plus l'ami de l'Occident chrétien.

Les sanctions renforcent un bloc en formation peu favorable à l'Amérique.

Les sanctions vont permettre indirectement à l'Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis de se démarquer enfin de l'Amérique

La guerre en Ukraine confirme l'émancipation des pays du Golfe vis-à-vis de Washington, une complicité forcée depuis l'épisode du Quincy en 1945 et toujours reconduite jusqu'ici (l'alliance des États-Unis avec l'Arabie saoudite, puis avec les monarchies voisines, reposait sur un accord « pétrole contre protection »).

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a mis en lumière des divisions autrefois impensables entre Washington et ses principaux alliés du Golfe, géants pétroliers de plus en plus indépendants sur la scène internationale. « Les Émirats ne devraient plus être vus comme une marionnette des États-Unis », déclarait à *CNN* le 3 mars 2022 Abdulkhaleq Abdullah, professeur de sciences politiques. « Nous devons agir selon nos propres priorités », ajoutait-il.

Les pays du Golfe sont conscients qu'ils doivent se préparer à un Moyen-Orient différent, et que l'équilibre des pouvoirs est en train de changer progressivement au niveau mondial. Le conflit fait grimper les coûts de l'énergie mais les pays du Golfe résistent pour le moment aux pressions occidentales visant à augmenter la production de pétrole pour faire baisser les prix.

Les Saoudiens ont ainsi souligné leur engagement envers l'alliance pétrolière OPEC+ dirigée par Moscou et Ryad. Résistant aux pressions de Joe (Joseph) Biden, l'alliance des producteurs s'est mise d'accord sur une baisse de production journalière de 2 millions de barils.

Les pays du Golfe ne sont plus disposés à compter sur les États-Unis comme garant ultime de la sécurité régionale, estime Hussein Ibish, de l'Institut des États arabes du Golfe à Washington. Comment peut-on effectivement préférer une relation subordonnée avec une Amérique lointaine, égoïste, sans cesse à la recherche

d'une nouvelle guerre ou de nouveaux ennemis à une relation de voisinage correcte et coopérative avec une Russie voisine et riches en matières premières ?¹⁷ Emmanuel Macron, il y a trois ans de cela, pendant le G7 à Biarritz, avait pourtant déclaré que la Russie faisait inévitablement partie de la destinée européenne et que notre continent se devait de trouver sa propre relation avec son vaste voisin de l'Est. C'est ce que disent les girouettes.

L'Europe est mise face au choix de ses élites

L'Europe devra tôt ou tard considérer les conséquences du choix de ses élites dysfonctionnelles consistant à mettre leur loyauté envers les États-Unis au-dessus de leurs propres intérêts et de celui de leurs concitoyens. Par exemple, en se taisant devant des actes insupportables de vandalisme et de banditisme consistant à mettre hors d'état de nuire les gazoducs de Nord Stream 1 et 2. De même la détermination des médias occidentaux d'ignorer les détonations dans la Baltique le 26 septembre 2022 en dit long sur la soumission de la presse autrefois libre. Un élément majeur des infrastructures énergétiques européennes disparaît et personne n'évoque ce fait gravissime. En réponse à une question parlementaire (voir plus haut), un Ministre allemand a indiqué que son gouvernement savait ce qui s'était passé mais ne pouvait pas le dire au vu de la haute sensibilité de cette affaire pour la sécurité nationale. 11 milliards d'euros se noient par 90 mètres de fond. Un allié peut détruire votre propriété et l'essentiel de vos sources énergétiques. Qu'à cela ne tienne, le gouvernement allemand choisit de protéger une opération intra-otanique.

Le Premier ministre belge parle alors (sans en mentionner les causes ni le contexte) du risque de désindustrialisation massive du continent européen. Nous assistons de fait à l'effondrement de toutes les prétentions des États de l'Europe à ne pas être autre chose que des États vassaux, soumis à l'Amérique, même au prix du bien-être de leurs propres citoyens. Ce n'est pas de tomber de Charybde en Scylla, mais de caniches en chihuahuas. En fait la relation entre l'Amérique et l'Europe de l'Ouest est une longue histoire d'abus capricieux subis par la soi-disant souveraineté européenne soumise à l'extraterritorialité du droit américain.

Le Ministre qatari de l'énergie, Saad al-Kaabi a relevé le 18 octobre 2022 dans le *Financial Times* que : « *for Europe to go without Russian gas will doom it indefinitely to economic decline and widespread suffering. If zero Russian gas flows into the EU,*

17. Patrick Lawrence, « Europe's Self Destruction », <https://scheerpost.com/2022/10/22/patrick-lawrence-europes-self-destruction>

I think the problem is going to be huge and for a very long time ». Comme Emmanuel Macron et Bruno Le Maire, le vice-chancelier allemand Robert Habeck se plaint déjà de ce que le GNL américain qui devrait arriver dans les terminaux européens est vendu quatre fois plus cher qu'aux États-Unis. Les « politiques » en Europe ne semblent pas avoir encore assimilé mentalement le désastre complet que leurs erreurs ont entraîné.

La guerre en Ukraine va-t-elle perpétuer la subordination et l'asservissement de l'Europe aux États-Unis ou se révéler un catalyseur vers un avancement de sa libération et de son indépendance ? De toutes les manières, il est difficile de comprendre les choix européens. Une énergie abondante et bon marché avait permis à l'Europe de prospérer tout en maintenant sa compétitivité sur le plan international, notamment face à la Chine. Cette énergie est remplacée aujourd'hui de manière totalement volontaire par une énergie plus coûteuse et plus difficile à acheminer.

Le coût que l'Europe paiera ne lui permettra plus de récupérer la compétitivité indispensable pour faire face à l'Asie comme le constate le *Wall Street Journal*¹⁸. Sa balance commerciale plongera dans des abîmes inconnus jusqu'ici (sans doute plus de 100 milliards annuellement pour la France à partir de 2023). Elle aura perdu sur tous les fronts, vis-à-vis de la Russie, des États-Unis et aussi de la Chine.

Un de mes amis américains, qui gère depuis Paris l'un des meilleurs blogs indépendants qui soient, appelle sa capitale Washington DC « le plus grand hôpital psychiatrique à ciel ouvert de la planète ». À Bruxelles, l'on préfère par contre regarder en boucle le film *Le Dîner de cons*¹⁹.

Encore un peu de géopolitique pour finir

L'Europe est toujours et encore un protectorat des États-Unis²⁰. Son alliance militaire est faite de vassalité avérée mais consentie. Elle a d'autre part sous-traité jusqu'ici ses besoins énergétiques à la Russie et son industrialisation à la Chine (« *offshoring* »). Rien de tout cela ne peut se corriger rapidement. Le prix à payer aujourd'hui est totalement disproportionné : elle ne possède pas de matières premières, ne dispose pas des meilleures technologies et n'a pratiquement pas d'industrie de raffinage de métaux. Elle a devant elle plusieurs années de récession et doit faire face à une inflation bien plus importante que celle admise officiellement.

18. M. Dalton, « Some European Factories, Long Dependant on Cheap Russian Energy, Are Shutting down », *The Wall Street Journal*, 13 juin 2022.

19. L'expression utilisée dans ce contexte est empruntée à Jacques Baud.

20. Z. Brzeziński, *The Grand Chessboard : American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, op. cit.

Un exemple : un institut économique allemand a calculé l'inflation sur les seuls coûts de l'énergie, ceux des produits alimentaires et du logement : +56 % en une année ; la perte de pouvoir d'achat pour un salaire mensuel moyen allemand de 3 600 euros nets est de 1 298 euros. Les prix de l'électricité ont augmenté de 344 % en une année...

À noter encore l'aveuglement des dirigeants politiques occidentaux et de leurs médias « corporate » qui n'identifient jamais les sanctions comme source des présentes difficultés pour des raisons politiques très évidentes. Non, la cause essentielle de tout cela est la guerre en Ukraine... qui est la conséquence de la folle entreprise d'un seul homme qui n'a plus toute sa raison, Vladimir Poutine. Cela permet d'échapper à ses propres responsabilités dans le désastre que nous vivons au quotidien et qui expose leur colossale manque de vision. Ce que le journaliste le plus haut en couleurs du web, Pepe Escobar, appelle le « *EUstupidistan* ».

La Fontaine aura encore longtemps raison : « selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir ». Le passage d'un monde bipolaire au monde unipolaire de la seule hyperpuissance après 1989/1991 n'a pas été propice non plus à une vision démocratique des relations internationales.

L'Amérique, appuyée sur une théorie du chaos, celui dans lequel on précipite ses ennemis pour laisser ensuite ses propres entreprises s'occuper de la reconstruction, qui sera parée des habits de la démocratie et des droits de l'homme et surtout du capitalisme financier ultra-libéral, va certes essayer de parachever l'avènement du capitalisme du désastre²¹ en Ukraine de demain après avoir essuyé un échec en Russie dans les années Eltsine quand un dénommé Poutine renvoie tout le monde à la niche. Sans États-Unis, pas de guerre en Ukraine, sans OTAN pas de guerre en Ukraine. Une récente étude auprès d'étudiants chinois est éclairante à ce sujet : ils considèrent que la Russie n'est pas responsable de la guerre, car sans action américaine, il n'y a pas de réaction russe. Sans A, il n'y a pas B.

Avec cette guerre, la porte d'une coopération entre l'Europe et la Russie, pourtant logique et nécessaire, et surtout indépendante des États-Unis d'Amérique, se referme pour longtemps et peut-être pour toujours. Les deux nouvelles grandes puissances que sont la Russie et la Chine accompagnées par l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine feront désormais face à l'Empire américain et à ses vassaux européens. Les efforts d'un G. John Ikenberry²² de nous persuader du contraire n'y

21. V. N. Klein, *The Shock Doctrine, the Rise of Disaster Capitalism*, New York, Picador, 2008.

22. Cf. *Foreign Affairs*, Vol. 101, n° 6, Novembre/Décembre 2022, p. 56

changeront rien. Son article intitulé « *Why American Power Endures. The US-led Order Isn't in Decline* » n'est qu'un chant du cygne ou une douce illusion.

La Chine va consolider son alliance avec la Russie et préparer un nouvel « nouvel ordre mondial » pluripolaire. Souverainisme et autoritarisme contre démocratie, valeurs culturelles et familiales contre individualisme « *woke* ».

La guerre en Ukraine à laquelle on assiste est une guerre des puissances financières contre un monde de matières premières et également des États-Unis contre l'intégration eurasienne (Allemagne, Russie, Chine) : l'alliance tant redoutée du « *Heartland* » cher à Sir Halford John Mackinder revue et corrigée par l'Américain Nicholas Spykman avec sa notion du « *Rimland* » qui renverra les États-Unis à leur statut d'île entre deux océans.

L'un des objectifs les plus importants des États-Unis en Europe a toujours été de couper l'Europe du gaz russe. Une poussée gravitationnelle de l'Europe en direction de la Russie et de la masse territoriale eurasienne serait à la fois logique et lui permettrait de trouver sa destinée, une voie indépendante de sa relation transatlantique. Cela vaut bien un crime grossier contre le droit international, une attaque frontale contre les intérêts européens... et une guerre en Ukraine. Rien à craindre du côté de l'Europe, il y a longtemps qu'elle est victime du syndrome de Stockholm. Avec des Macron, Liz Truss, devenue Rishi Sunak, et Olaf Scholz, von der Leyen, Borrell, Stoltenberg, Washington n'a rien à craindre.

Cependant le narratif est inchangé aux États-Unis : malgré des pertes importantes, les forces ukrainiennes ont le dessus et reprendront les territoires perdus et même la Crimée. Et la domination économique et financière américaine va finir par renverser la faible économie russe... On veut ignorer ainsi aux États-Unis qu'elle est la sixième économie mondiale en pouvoir d'achat et que son sol recèle des trésors.

Personne ne voit encore combien l'administration Biden et le parti de la guerre sont de fait empêtré dans une vraie « vallée de la mort » politique, militaire et économique d'où il n'y a pas d'issue en vue. La guerre en Ukraine a été gagnée par la Russie le 24 février 2022. Le reste n'est qu'une question de temps. Comme Kissinger l'a admis sur le tard à propos du Vietnam : « *We should never have been there* ». C'est sans doute le cas pour l'Ukraine.

En attendant, le fameux narratif de la victoire en Ukraine bénéficie énormément, toujours et encore, d'une presse et de médias serviles habitués à penser et à dire le pire des Russes. Et puis tant que le complexe militaro-industriel (en fait le

MICIMIT : *military-industrial-congressional-media-intelligence-think tank complex*) reçoit des commandes abondantes et réalise des super profits, tout va bien dans le meilleur des mondes américains possibles. Et dire qu'en 1928, un Secrétaire d'État américain, Frank Kellogg, avait signé un accord international renonçant à la guerre comme instrument de la politique étrangère américaine²³.

Le Président Biden a déclaré publiquement en juillet 2021 que la Russie « *was sitting on top of an economy that has nuclear weapons and oil wells and nothing else* ». Le Sénateur John McCain avait fait plus court en 2014 en parlant de la Russie comme d'une « *gas station masquerading as a country* ». La même année Barack Obama écartait la Russie comme un « simple pouvoir régional ». C'est que le manque de culture politique et d'intérêt pour la compréhension de sociétés diverses confine aux États-Unis à une profonde indifférence, proche du mépris.

Le XVIII^e siècle aura été celui de la France des Lumières, le XIX^e celui de la Grande Bretagne et de sa révolution industrielle, le XX^e celui de l'hyperpuissance américaine, le XXI^e sera celui de la pluralité autour d'un monde à trois super puissances : les États-Unis toujours, la Chine au sommet et la Russie de retour. Les États-Unis ne pourront plus dicter leurs quatre volontés à l'Asie, à l'Afrique et à l'Amérique Latine. Le bloc occidental composé des seuls États-Unis et de leurs affidés européens auxquels l'on pourra ajouter l'Australie, le Japon et la Corée du Sud feront selon toute probabilité face à tout le reste.

Une dernière constatation en hommage à Jerry Lee Lewis, star du *rock and roll*, récemment décédé : « *Whole Lotta Shakin' Going on* » (1983), que l'on peut traduire par « Tout un tas de choses sont en train de trembler »... Effectivement, comme le déclarait récemment Larry Fink, PDG du plus grand Fonds d'investissement mondial, BlackRock : « L'invasion russe a mis fin à la mondialisation que nous avons connue depuis trois décennies ». Madame Lagarde n'a pas tardé à tomber d'accord : « L'interdépendance peut rapidement devenir une vulnérabilité lorsque la géopolitique change et que des pays ayant des objectifs différents des nôtres deviennent des partenaires commerciaux plus risqués ». ²⁴ Les temps où l'on accueillait la Chine et la Russie dans l'OMC en pensant ainsi les apprivoiser et les démocratiser est révolu. Comme le dit Andrea Ricardi : « La paix n'est plus l'horizon des politiques », et le Léviathan connaît les premières hémorragies de son pouvoir : Traité d'amitié (alliance) entre la Russie et la Chine, Arabie saoudite et OPEC+, Émirats du Golfe,

23. Il s'agit du Pacte Briand-Kellogg de 1928 pour lequel il reçoit le Prix Nobel de la Paix en 1929.

24. Christine Lagarde, « *A new global map : European resilience in a changing world* », conférence à l'Institut Peterson d'économie internationale, Washington DC, 22 avril 2022.

Turquie, Inde, Iran, Afrique du Sud, Égypte, Sommet de Samarkand, dédollarisation des échanges mondiaux, BRICS, perte progressive du contrôle des marchés énergétiques.

Le Château de Camelot ne brille plus au soleil sur sa colline enchantée et la Terre entière s'en méfie. Avec raison : les États-Unis ont imprimé en 2022 plus de dollars papier que pendant toute leur histoire, souligne l'ancienne ministre des Affaires étrangères autrichiennes, Karin Kneissl. ■

Bibliographie

Trois ouvrages émergent parmi les très nombreuses publications récentes par leur sérieux et leur indépendance d'esprit :

- Jacques Baud, *Opération Z*, Paris, Max Milo, 2022, 380 p. (indispensable)
- Maxime Vivas, Aymeric Monville, Jean-Pierre Page, *La Russie sans œillères. Du conflit en Ukraine au tournant géopolitique mondial*, Editions Delga, Paris, 2022, 343 p.
- Christian Harbulot, Lucie Laurent et Nicholas Moinet (dir.), *Qui est l'ennemi ?*, Centre de recherche 451, École de Guerre Économique, Paris, Nouveau monde Editions, 2022, 220 p.

Quelques ouvrages américains valent aussi la peine d'être consultés :

- Benjamin Abelow, *How the West Brought War To Ukraine*, Siland Press, 2022 (livre endossé par les meilleurs esprits américains de Jack F. Matlock à J. Mearsheimer, de Chas Freeman à Douglas Macgregor). (Indispensable, non traduit).
- William Blum, *Killing Hope, US Military and CIA interventions since World War II*, Bloomsbury, 2022.
- Stephen Kinzer, *Overthrow, America's century of Regime Change from Hawaii to Irak*, Times books, Henry Holt & Company, 2007
- Patrick Lawrence, *Time no longer: Americans After the American Century*, Yale, 2013

Parmi la littérature la plus répugnante sur les sanctions :

- Richard Nephew, *The Art of Sanctions - A View from the Field*, Columbia University Press, New York, 2018 (ancien responsable des sanctions au Département d'Etat sous Obama).